



Adresse postale : Hôtel Municipal, 7 rue du Major Martin 69001 LYON

Courriel : [cil.cpi@yahoo.com](mailto:cil.cpi@yahoo.com)

Site Internet : <http://associationcpi.e-monsite.com>

Compte X (ex-Twitter) : <https://x.com/Comitepresquile>

## REVUE DE PRESSE

8 février 2026

Chers amis du CIL Centre Presqu'île,

Voici comme chaque semaine la revue de presse du CIL-CPI.

N'hésitez pas à réagir par mail à celui par lequel vous avez reçu cette revue de presse, nous serons heureux de prendre en compte vos avis et suggestions qui pourront orienter nos actions auprès des pouvoirs publics.

52 revues de presse ont été réalisées en 2025, à partir des versions numériques des 7 médias suivants :

**LE PROGRÈS**

Crédit mutuel via groupe EBRA

**TRIBUNE DE LYON**

Rosebud SARL

**LYON MAG**  
.com

Espace Group

**L'ESSENTIEL**  
LYON

Dirigeants du Groupe Bolloré

**actu**  
Lyon

Groupe Publihebdos  
filiale SIPA Ouest France

**LYON**  
CAPITALE

Christian Latouche  
FIDUCIAL

nouveau  
**LYON**  
LE MAGAZINE

Indépendant

**Rue89Lyon**

Xavier Niel – Matthieu Pigasse

Les articles portent exclusivement sur les événements en cours ou survenus en Presqu'île, à l'exclusion des déclarations politiques, notamment sur fond de campagne électorale.



A l'étage, le flux des voyageurs a quasiment disparu après la démolition de la passerelle qui reliait le centre d'échanges à la gare de Perrache. Photo Aline Duret



Le passage des usagers du métro et du tram ne suffisent pas à maintenir les commerces à flot. Photo Aline Duret

# Travaux au centre d'échanges de Perrache: les commerçants à la peine

Ils ne sont que trois ou quatre à rester ouverts. Mais avec les travaux engagés par la Métropole dans le cadre d'une restructuration, les commerçants du centre d'échanges de Lyon Perrache sont en difficulté. La démolition de la passerelle, qui a eu pour effet de détourner le flux des voyageurs puis le départ de la gare routière, a impacté leur chiffre d'affaires.

**I**l a du mal à comprendre, cet « abandon complet ». Olivier est conducteur de train et avec ses horaires un peu bizarres, il prenait le temps d'attraper un sandwich ou boire un petit café dans l'un des commerces du centre d'échanges de Lyon Perrache (CELP) avant d'emprunter la passerelle qui le mène à la gare. À l'image de bien des usagers, des passants pressés et même des étudiants de l'université toute proche s'accordant de courts instants pour quelques consommations. Mais c'était avant.

## Ils ont dû licencier

Aujourd'hui, la passerelle n'est plus qu'un souvenir et le départ de la gare routière internationale en direction de Gerland a porté le « coup de grâce ». Ces deux projets ont été réalisés dans le cadre de la restructuration du centre d'échanges de Perrache et les travaux de réaménagement de la gare bus en cours. Ils ont eu pour effet le déplacement du flux des voyageurs qui ont « déserté » le centre d'échange ». L'addition est lourde pour les quelques boutiques encore ouvertes.

Un des employés fait ses comptes. 10 clients pas davan-

tage en une matinée. « Pour nous, c'est 50 % direct de chiffre d'affaires en moins presque du jour au lendemain après la démolition de la passerelle », nous dit un autre. Et « 40 % de plus après le départ des autocars en janvier. Là ça nous a achevés ». Ils ont dû licencier. Des grands panneaux interdisant l'accès à l'étage finissent par dissuader les passants qui utilisent le passage France-Péjot pour aller à la gare. Aucune information ou presque signalant l'ouverture de ces commerces n'a été installée.

C'est pourquoi Olivier interroge : « Les quelques commerçants survivants sont en train de mourir sans qu'aucune solution n'ait été apportée par la Métropole. Comment prendre soin des gens qui sont là, qui font fonctionner le centre ? Cela m'a interpellé. Bien sûr, ajoutez-t-il, il faut rénover le bâtiment, c'est une bonne chose, mais là, ils sont face à un mur. »

## « On aurait dû quitter les lieux fin 2024 »

Alors que se passe-t-il dans ce bâtiment où chaque jour, en dépit des travaux, on vient y prendre son métro, son bus ou son tramway parmi les rideaux des devantures qui pour la plupart restent baissés ? Au plus fort des activités, près d'une trentaine de commerces avaient élu domicile au CELP, il en subsiste quatre. « En fait, on aurait dû normalement quitter les lieux à la fin de l'année 2024 », explique l'un d'entre eux.

Le départ des activités est acté dans la phase II du projet « Ouvrons Perrache » piloté par



Installé au centre d'échanges depuis 1996, le pharmacien aimerait rencontrer la Métropole pour négocier. Photo Aline Duret

## « Tous les baux ont été dénoncés à échéance des contrats »

Interrogés sur ce point, les services de la Métropole confirment : « Ce sont bien quatre commerces qui, actuellement, sont présents dont tous les baux ont été dénoncés à échéance des contrats. » Il s'agit « d'une procédure juridique classique ». À terme, dans plusieurs années, poursuivent ces services, « le centre accueillera une offre de commerces renouvelée ». On n'en saura pas davantage, notam-

ment sur les indemnités, « les procédures étant en cours ». C'est dans le cadre du projet « Ouvrons Perrache », que la restructuration du centre d'échanges est envisagée. Pilotée par Apsys-Quartus, elle prévoit la création d'une « fenêtre urbaine » ayant vocation à relier la place Carnot à la gare de Perrache, intention qui s'accompagne de l'aménagement de terrasses panoramiques et végétalisées.

laub. Elle « doit indemniser la pharmacie à la suite de l'éviction ». Mais depuis, rien ne s'est passé. Alors, ils restent. « Est-ce normal ? » interrogent-ils. « Cela nous met dans une situation anxiogène injustifiée du fait

En attendant, ce sont des « travaux préparatoires » qui, en ce moment, sont réalisés. Le chantier prévu sur tout 2026, porte sur l'aménagement de la nouvelle gare de bus (4,8 millions €). D'autres travaux sont aussi programmés à partir de mai, la phase opérationnelle du projet étant bien lancée. Le seront-ils après les élections municipales et métropolitaines de mars ? Toute la question est là.

que nous soyons obligés de rester ouverts dans le centre, malgré les travaux entrepris, il faut régler ce problème », ajoute le pharmacien, qui aimerait « rencontrer les services de la Métropole afin de négocier ».

● A. Du.



# Ces habitants n'en peuvent plus des intrusions dans leur cour



Les locataires du 5, rue de la Platière (1er) dénoncent les incivilités et nuisances dont ils sont victimes depuis des années. Photo Rémi Liogier

Jean-Jacques, Maria et Nadia, trois locataires historiques d'une résidence Alliade Habitat, située rue de la Platière (1er), sont excédés par les intrusions dans la cour de leur immeuble classé. Trafic, squat, tags... : « On n'est pas en sécurité. » Depuis des années, ils implorent le bailleur d'installer un portail. En vain.

C'est un combat qu'ils mènent « depuis près de 20 ans » et ils n'ont pas l'intention de jeter l'éponge. Excédés par les intrusions dans la cour de leur immeuble du 5 rue de la Platière (1er), en face de la fresque La Bibliothèque de la Cité, Jean-Jacques et Maria, un couple de locataires, réclament encore et encore l'installation d'un portail métallique à leur bailleur. En l'état, il suffit aux piétons d'emprunter une petite impasse pour accéder directement à la cour. « Tout le monde peut rentrer, de jour comme de nuit. D'ailleurs, les gens ne se gênent pas. »

Des clichés et vidéos témoignant d'incivilités ou de nuisances, Jean-Jacques n'en manque pas. Le retraité dégaîne son téléphone, ouvre sa galerie photos et déroule. « Là regardez, une personne qui fait ses besoins sous notre balcon. Là, des voitures qui se garent, des tags sur les murs. Là encore, des gens qui passent la nuit, d'au-

tres qui laissent leurs déchets par terre. Et bien sûr, ce n'est pas ramassé ! Non mais regardez, ça déborde ». Un problème d'hygiène qui n'est pas sans conséquences. « On a des rats et même des punaises de lit », témoigne Nadia, une voisine.

## « Ils sont venus vers moi avec un couteau »

Jean-Jacques et Maria soupçonnent également certains individus de s'adonner à du trafic, en particulier à la nuit tombée. La cour est à l'abri des regards indiscrets, exceptés peut-être ceux des locataires. « Ah ça, on est aux premières loges ! Parfois, vous avez cinq ou six jeunes qui arrivent en voiture. Ils font leurs affaires et puis ils repartent, ni vu ni connu. » Nadia, qui a l'habitude de « râler par la fenêtre », dit même avoir été victime de menaces.

Selon le voisinage, plusieurs personnes se sont déjà introduites dans la résidence pour sonner aux portes. « On n'est pas en sécurité, résume Jean-Jacques. Si un jour, il nous arrive quelque chose, à ma femme ou aux petits-enfants... »

Le résident tient pour responsable son bailleur Alliade Habitat, qui refuserait d'installer un portail à l'entrée de la cour, notamment pour des raisons économiques. « Nous, pendant ce temps, on paye 540 euros de loyer tous les mois. Et encore,

on vient de nous imposer des charges supplémentaires, alors que le service est défaillant. »

## Les ABF auraient dû non au portail

Contacté par *Le Progrès*, le bailleur ne nie pas l'existence d'incivilités au pied de la résidence, mais signale que la cour est « un espace géré par une régie externe. » Quant à l'installation d'un portail : « Cette possibilité, évoquée en assemblée générale l'année dernière, a été écartée par les Architectes des bâtiments de France (ABF) car elle nécessitait une modification architecturale (sur un site classé). La cour n'appartenant pas à Alliade Habitat, il nous est impossible d'intervenir ou de mettre en place des solutions sans décision et validation de la régie ou de la copropriété. »

« Balivernes ! », répond en substance Jean-Jacques. « Il y a quelques années, j'ai rencontré un monsieur des Bâtiments de France qui m'a soutenu, croquis à l'appui, que l'installation d'un portail était possible. » Un document que le locataire n'avait pas en sa possession quand *Le Progrès* l'a rencontré. Par ailleurs, « la régie nous a dit au téléphone que la cour ne lui appartenait pas en totalité, qu'elle n'était pas décisionnaire. » En résumé, « tout le monde se renvoie la balle, et nous, on trinque. »

● Rémi Liogier

## **Lyon 2e • Des étudiants du lycée Récamier se sont essayés au concours d'éloquence à la MJC de Confluence**

Dans le cadre du cursus du BTS 2<sup>e</sup> année Support Action Managérial au lycée Récamier (Lyon 2e), la professeure Anne Foraison souhaitait mieux aider les étudiants à savoir se présenter et s'exprimer. L'idée d'un concours d'éloquence a reçu l'aval de la direction qui, après contact avec la présidente de la MJC de Confluence, Valérie Dor, a validé une co-organisation.

Une première pour les deux établissements avec le fond pour les enseignants et la forme, voix et gestuelle, pour le pôle jeunesse de la MJC et son coordinateur Dimitri Valiau. Sans thème imposé mais validé, 22 étudiants ont « planché » quai Rambaud, ce 5 février. Au vu du travail effectué en amont et la pertinence teintée parfois d'humour des arguments, difficile pour le jury de ne récompenser qu'un seul participant.

« Nous permettre de savoir comment parler avec confiance et crédibilité, c'est super ! Mêler enseignants et animateurs, c'est à refaire », tient à dire Aïcha, une des cinq lauréates qui a traité de la santé mentale des étudiants.



**Enseignants et animateurs de la MJC, un duo qui a mis cinq lauréates sur le podium. Photo fournie**



## Lyon 2e ■ Nécrologie

# Marie-Claude Schoendorff, amoureuse de la langue française, s'est éteinte

Marie-Claude Schoendorff, née Masson à Caluire en 1937, de Louis et Adélaïde, s'est éteinte le 25 janvier 2026.

C'était une femme symbole d'une époque de création et d'une vie lyonnaise aujourd'hui révolue : la gardienne d'un temple des arts et des cultures alternatives, l'atelier qu'elle occupait dans le 2<sup>e</sup> arrondissement avec son mari l'artiste français Max Schoendorff, décédé en 2012 à Lyon.

Ses proches, sa famille et ses amis sont venus lui rendre hommage lors de la cérémonie prévue mercredi 4 février au crématorium de la Guillotière. Les « parents et alliés », selon l'expression de son neveu Christophe Leroy, se sont ensuite réunis amicalement non loin de l'atelier.

Tous se remémorent l'estime de Marie-Claude pour la langue française. Cette dame aux trois crayons de correction a participé toute sa vie à l'Urdla (Union



**Marie-Claude Schoendorff.**

Photo Rémi Schoendorff

régionale pour le développement de la lithographie d'art). Fondée et animée par son mari Max, peintre, graveur et scénographe, cette association installée à Villeurbanne est aujourd'hui également connue sous le nom de Centre international estampe & livre.

## **Lyon 2e ● «Others» un spectacle de danse autour de la relation à l'autre**

Le jeune ballet contemporain (JBC) du centre chorégraphique le Cycle, présente sa dernière création intitulée Others, ce jeudi 5 février à 20 heures à l'espace culturel Saint Marc.

Dirigé par Carole Azy, directrice artistique et pédagogique du centre chorégraphique Le Cycle, le Jeune Ballet Contemporain a été créé en 2023 au sein de la formation professionnelle de danseur contemporain du centre. Tourné vers la création il a pour vocation l'insertion en milieu professionnel et l'initiation au travail de compagnie.

Le thème explore la relation à l'autre après avoir interrogé l'image de soi dans *Pretend*. « Dans l'intimité d'une fête, 18 danseurs traversent les zones sensibles de la jeunesse : rencontre, amour, amitié, honte, exclusion, ivresse... Chacun va tenter de trouver sa place dans le regard de l'autre et de soi-même. »

Spectacle de danse contemporaine à l'espace culturel Saint Marc (10 rue sainte Hélène, 69002 Lyon) Infos/contact : [admin@le-cycle.fr](mailto:admin@le-cycle.fr)/06.40.11.00.75



## Laurent Gerra et le groupe Bocuse cessent leur collaboration : ce restaurant emblématique de Lyon au centre du divorce



**Le restaurant Léon de Lyon a perdu une partie de lui l'été dernier. Le groupe Bocuse, associé dans l'affaire depuis 2022, a décidé de revendre ses parts et cesser sa collaboration avec [Laurent Gerra](#).**

L'amour dure trois ans. La maxime s'est appliquée à la collaboration professionnelle entre l'humoriste Laurent Gerra et le groupe Bocuse. Ce dernier l'avait rejoint en 2022 dans l'aventure Léon de Lyon, débutée en 2018 avec le duo de Gastronomistes, Fabien Chalard et Julien Géliot.

Suite au départ des deux entrepreneurs, Laurent Gerra avait convaincu le groupe d'investir dans le célèbre restaurant de la rue Pléney en Presqu'île.

Mais comme le révèle [Lyon Décideurs](#), l'idylle a pris fin l'été dernier, en toute discrétion. Le groupe Bocuse a même revendu ses parts à un nouvel investisseur parisien dont l'identité n'a pas filtré.

Selon nos confrères, le groupe Bocuse n'avait pas vocation à s'éterniser, et avait surtout donné un coup de main à Laurent Gerra, dans une période financière difficile pour Léon de Lyon, en sortie de crise sanitaire.

Sans l'expertise et le professionnalisme du groupe présidé par Jérôme Bocuse, l'humoriste aindinois saura-t-il garder le cap de la réussite ? Le groupe Bocuse assure avoir revu la gestion administrative de l'établissement et y avoir laissé des salariés de talent.

## **Lyon 2<sup>e</sup> ● Rue Mercière:** **Planet Sushi « fermé** **définitivement »**



**Planet Sushi était implanté depuis 2011.** Photo Rémi Liogier

Le restaurant asiatique Planet Sushi, implanté à l'angle des rues Mercière et Grenette, dans le quartier des Cordeliers (Lyon 2e), a été placé le 22 janvier dernier en liquidation judiciaire. Le jugement d'ouverture, publié le 30 janvier, est accessible depuis le bulletin officiel des annonces civiles et commerciales (Bodacc).

Contactée ce lundi, la table de spécialités japonaises n'a pas répondu à nos sollicitations. Alors, cet établissement ouvert en 2011 a-t-il baissé le rideau pour de bon ? Sur le moteur de recherche Google, en tout cas, le nom de Planet Sushi Mercière est désormais accompagné de la mention « définitivement fermé ».

Dans le local situé en cœur de Presqu'île, un grand ménage a eu lieu. Des cartons sont posés sur les tables, les lumières sont éteintes. Quelques affaires - des câbles, vêtements, produits ménagers - traînent ci et là. Mais, alors même qu'il devrait être ouvert ce lundi midi, le restaurant est sans vie.

● R. L.